

المملكة المغربية
ires

Institut Royal des Etudes Stratégiques
Royal Institute for Strategic Studies

RESUME

RAPPORT STRATEGIQUE 2017
PANORAMA DU MAROC DANS LE MONDE
LES ENJEUX PLANETAIRES DE LA BIOSPHERE

En 2015, l'Institut Royal des Etudes Stratégiques (IRES) a inauguré une nouvelle série de rapports stratégiques, intitulés "Panorama du Maroc dans le monde". Ces rapports annuels ont pour objectif de mieux comprendre les grands défis du XXI^{ème} siècle et de contribuer au renforcement de la vision stratégique anticipatrice du Royaume.

Après un premier Panorama relatif aux transitions majeures et à leurs impacts sur le Maroc (2015) et un second Panorama, dédié aux relations internationales du Royaume (2016), le troisième Panorama (2017) est consacré à deux questions cruciales pour le devenir de l'humanité : le changement climatique et l'empreinte écologique et ce, en perspective de la tenue de la COP22 à Marrakech, en novembre 2016.

Le rapport stratégique 2017 met l'accent sur les enjeux planétaires de la biosphère, laquelle regroupe l'ensemble du vivant sur la planète Terre. Le concept de "biosphère" a été retenu pour ses aspects holistiques et interdisciplinaires et, principalement, pour sa portée scientifique plutôt que politique. Il est en adéquation avec le regard systémique et prospectif de l'IRES concernant ce grand défi qu'est la transformation des conditions naturelles propres au milieu de vie des êtres humains.

Le changement climatique est sans doute la menace la plus importante qui ait jamais pesé sur le devenir de l'Humanité. Ce n'est, cependant, pas la première menace que l'Humanité affronte et ses capacités d'adaptation lui ont toujours permis de survivre. Mais c'est la première fois, non seulement qu'un tel changement est aussi rapide, mais surtout qu'il se conjugue avec une dégradation majeure de l'ensemble de la planète, du fait de la démesure de l'empreinte écologique mondiale, avec le risque de mettre en péril la survie même de l'espèce humaine sur cette planète.

Or, la prise de conscience, au cours des deux dernières décennies, de l'altération sensible du climat de la planète a progressivement oblitéré ce que presque un siècle d'observation de la nature avait mis en évidence : l'insoutenabilité du modèle d'exploitation et de gestion des ressources naturelles.

De plus, face à l'acuité des menaces suscitées par le changement climatique, les politiques menées ont privilégié l'atténuation des gaz à effet de serre, avec une concentration sur les préoccupations relatives à l'énergie, au détriment de l'ensemble des autres facteurs de dégradation de la biosphère, mais aussi au détriment des politiques d'adaptation.

Malgré la fixation de grands objectifs mondiaux, régionaux ou nationaux, les mesures jusque-là envisagées sont encore trop lentes au niveau de leur mise en œuvre et s'avèrent souvent inefficaces. Trois raisons expliquent mieux cette situation :

- La très grande complexité des systèmes naturels dont la compréhension est encore très incomplète.
- La rupture croissante des êtres humains avec la nature, résultant d'un monde de plus en plus urbanisé et technologique.
- La croissance démographique et l'accès d'une large frange de la population mondiale à un mode de vie incompatible avec la frugalité requise.

Le XXI^{ème} siècle sera, ainsi, une période cruciale au cours de laquelle pourrait se dessiner, au pire, la survie de l'Humanité et, au mieux, se déterminer son modèle de développement, d'où la nécessité impérieuse de mettre en œuvre une stratégie active d'anticipation et d'adaptation, sans laquelle l'avenir de l'Humanité serait compté.

Il est, donc, temps d'agir, en déployant des actions coordonnées à l'échelle mondiale -entre pays et régions- et à l'échelle nationale -entre différents niveaux de gouvernance-, favorisant la subsidiarité pour traiter les problèmes à l'échelle la plus appropriée.

Face à l'impossibilité de traiter tous les problèmes simultanément, une priorisation s'impose, sur la base d'une vision systémique, qui prend en ligne de compte l'ensemble des facteurs de changement, particulièrement la vulnérabilité des populations concernées, qu'elles soient humaines, animales ou végétales. Cette vision devrait être clairement et rapidement élaborée.

De nouveaux modèles économiques, rentables et soucieux de préserver l'héritage des générations futures méritent d'être adoptés. C'est le cas de l'économie positive qui désigne, à la fois, une croissance économique qui restaure le capital naturel et une économie fondée sur l'intérêt général et celui des générations futures.

Le concept, relativement vague et descendant de développement durable, devrait laisser la place à celui de l'économie circulaire qui permet de générer de la valeur ajoutée à partir du traitement des déchets, désormais considérés comme une nouvelle source de matière première. Il faudrait promouvoir, également, l'investissement socialement responsable qui prend en considération la performance économique, mais aussi l'impact social et environnemental.

La restauration de l'équilibre de la biosphère ne se fera pas sans le développement d'un nouvel état d'esprit, en rupture radicale avec la posture prédatrice de l'être humain sur son environnement. C'est toute la relation à la nature qu'il convient de repenser, au service d'un monde meilleur, plus sain et plus équitable.



Une telle orientation a prévalu depuis la conception jusqu'à l'achèvement de la rédaction du rapport stratégique 2017 de l'IRES, lequel s'est fixé pour ambition :

- de mettre en évidence les facteurs de rupture les plus souvent occultés : d'une part, la libération du méthane et sa contribution au changement climatique et, d'autre part, l'extinction de masse qui menace les océans,
- d'identifier les stratégies innovantes à l'échelle mondiale, régionale ou nationale et de réfléchir aux politiques les plus opérationnelles pour le futur,
- de montrer qu'une approche intégrée du changement climatique et de l'empreinte écologique est la seule en mesure d'apporter des réponses de fond aux problématiques actuelles et d'affronter l'ampleur des transformations en cours.

Le changement climatique et l'empreinte écologique constituent chacun une partie de ce rapport stratégique et y sont traités à l'identique, selon l'approche ci-après :

- Analyse des causes du phénomène et de son évolution.
- Examen des impacts avérés et à venir -2030-2050- qui en découlent.
- Etude des stratégies mises en œuvre ou envisagées.

Un triple angle de vue géographique a été adopté : l'échelle planétaire qui donne la juste mesure de la situation dans toute son ampleur systémique, un focus sur la Méditerranée et sur l'Afrique qui sont des régions-clés pour le Maroc et une approche nationale, centrée sur le Royaume.

La 3^{ème} partie du Panorama a explicité les différentes visions du monde que traduisent les concepts, allant du développement durable jusqu'à l'économie bleue. Elle a abordé, aussi, la problématique complexe : Comment nourrir la planète à l'horizon 2050 ?